

PRESSE SUD EST, MOBILISONS-NOUS !

La situation du Sud Est ne peut être le problème de nos seuls camarades sur place, elle symbolise une nouvelle situation, un nouveau positionnement ou plutôt une nouvelle phase de domination de l'information par nos milliardaires/ propriétaires.

Historiquement, la presse française a toujours du s'appuyer sur de grands groupes industriels français et un accompagnement de l'État régulateur, les ouvriers, employés et cadres à statut servant de joint à un système équilibré, permettant ainsi de garantir une presse d'information politique et générale sur l'ensemble du territoire pour la totalité des citoyens. Des titres phares et parfois centaines ont pu profiter de la force de travail, du savoir-faire et de la capacité d'adaptation aux nouveaux outils, des salariés à statut.

Évidemment la Presse écrite est en crise, c'est un fait et l'abandon de nouvelle valeur ajoutée dans l'ensemble des titres n'a pu être compensée par la publicité, qui elle aussi, s'est effondré. Ainsi, nos dirigeants ont décidé d'abandonner les lecteurs en appauvrissant l'offre, afin de justifier les réductions de masse salariale, pensant être compensée par la publicité. Mais comme nous le savons, ce modèle des années 2000 a eu comme effet, un effondrement des volumes et des ventes. Malgré ces choix hasardeux, l'ensemble des équipes syndicales Filpac, ont toujours su se réinventer et depuis vingt ans nous ne cessons de nous adapter aux charges de travail qui disparaissent un peu plus chaque jour.

Pourtant, CMA Média en a décidé autrement, enfin JL Pelé a pensé son nouveau western.

Une presse papier avec des ouvriers à statut est cruciale pour assurer une information de qualité, indépendante, fiable et diversifiée, contribuant ainsi à la liberté d'informer les citoyens et au bon fonctionnement de la démocratie.

Faisant fi de toutes règles et alors qu'il faisait tergiverser les négociations sur le Disp, il décidait seul de sacrifier un projet équilibré, en bon mercenaire et sans autres considération que la destruction d'emplois à statut et à terme, des titres papier concernés.

Bien sûr, CMA peut investir comme il le désire, mais quand même, on voit que le sujet est ailleurs. Qui investirait aujourd'hui des millions pour imprimer un titre à plus de 250 kilomètres de son lieu de diffusion ? On investit pour gagner des lecteurs, réduire ses coûts de distribution et de logistique et non pour les augmenter, est-ce cela les préconisations du rapport Soriano ? Qui investirait dans une usine où la première mesure de ses dirigeants serait de sous-traiter la partie conditionnement des journaux à une autre société ? En termes de garantie, on multiplie les risques souvent inhérents aux politiques de sous-traitance.

Le choix de déréguler un système, de jeter aux orties nos conventions collectives, n'est pas guidé par le seul choix économique. Est-ce un dogmatisme de classe, on pourrait le croire, même si selon nos convictions, jamais *La Marseillaise* et sa direction communiste ne pourraient

participer à ce massacre social et syndical, à moins que l'intérêt économique et/ou particulier, ne soit au-dessus de toutes convictions, même de défendre les salariés, leurs conventions et une certaine idée de l'information.

Avoir des ouvriers à statut c'est avoir la garantie de mieux se prémunir contre les influences extérieures. Cette indépendance est cruciale pour garantir la diffusion de l'information en évitant les biais d'intérêts particuliers.

Avoir des ouvriers à statut, c'est aussi la garantie d'avoir de véritables professionnels pour produire une information de qualité, ces salariés ayant souvent un engagement plus fort envers leur mission d'informer le



Notre but, utiliser comme jamais l'outil Filpac, celui créé dans l'esprit de 1986 et du conflit de Chapelle Darblay, afin de nous mobiliser tous azimuts pour défendre nos emplois à statut et l'information papier.

public. Une presse papier avec des ouvriers à statut est cruciale pour assurer une information de qualité, indépendante, fiable et diversifiée, contribuant ainsi à la liberté d'informer les citoyens et au bon fonctionnement de la démocratie.

Alors camarades, pourquoi, cette décision ?

Pourquoi favoriser *La Provence* au détriment de *Nice-Matin* ? Volonté politique avant les futures périodes électorales ?

Ce qui est certain, c'est que la volonté d'un homme, a pour résultat de détruire les statuts et d'effacer la Filpac CGT des paysages de Cézanne.

Ne sommes-nous pas au début d'un mouvement d'ampleur sur le territoire ? Certainement, la situation actuelle leur sert de laboratoire. S'ajoutera à cela les opportunistes du prix, éditeurs du toujours moins cher, pour une information low-cost. Les politiques des tarifs ont déjà rendu le marché exsangue, à l'instar du Labeur, nous connaissons les résultats sur l'emploi et les volumes imprimés lorsque les statuts sont piétinés par le patronat.

Longtemps nous avons su que ce jour viendrait inévitablement, il devient de plus en plus palpable, les États Généraux de la Presse en 2008 avaient annoncé la couleur : il est impératif qu'une presse tenue par les champions du CAC 40 permette à l'État de se désengager et implicitement laisser la charge à ces grands argentiers de nous licencier, d'effacer nos conventions collectives, puisque nous serons les derniers verrous à faire sauter avant la prise totale de l'information.

Nous sommes, mes camarades, à la croisée des chemins, le projet de la direction de CMA est lancé, certes, mais il n'a pas encore abouti, c'est donc pour cette raison, que nous avons le devoir soutenir le projet alternatif de nos copains de *Nice-Matin*, seul projet qui prend en compte le citoyen/lecteur, et notre rôle d'offrir toutes les garanties à la bonne

diffusion de l'Information, ce qui est le devoir des ouvriers à statuts.

LA FILPAC CGT, APPELLE L'ENSEMBLE DE SES ADHÉRENTS, qu'ils soient du papier, de la presse, du labeur, de la distribution, de la communication et plus, à se lever avec force à travers des AG, pour expliquer et surtout mettre en garde contre ce poison qu'on tente de nous injecter, celui qui érige la fatalité comme solution poussant chaque salarié à une réflexion individuelle souvent tournée vers la compensation financière (Rapport Metling de 2006).

Notre but : utiliser comme jamais l'outil Filpac, celui créé dans l'esprit de 1986 et du conflit de Chapelle Darblay, afin de nous mobiliser tous azimuts pour défendre nos emplois à statut et l'information papier. C'est à ce niveau que doit être notre réponse, car l'attaque est historique, la lutte des places est terminée, la lutte des classes doit s'imposer.

Aujourd'hui, aucune modernisation ne peut justifier l'éradication des ouvriers à statut, alors construisons notre mobilisation, elle doit être de grande ampleur, avec un point d'orgue qui pourrait être le 9 juillet à Paris. Faisons chauffer nos orgas, trains, bus, covoiturage, motos, bateaux et vélos pour les plus courageux, afin de démontrer que la Filpac n'est pas encore morte. Chaque adhérent est concerné, ce ne peut être une mobilisation de délégués, nous avons le devoir tous converger, le mouvement doit être large et nationale, c'est à ce niveau que l'on pourra espérer la victoire.

MOBILISATION-NOUS SUR NOS VALEURS : TRAVAIL-STATUT-PROBITÉ-SOLIDARITÉ.

ENSEMBLE, UNIS ET SOLIDAIRES, RIEN NE POURRA NOUS ARRÊTER, NE L'OUBLIEZ JAMAIS •